



HAL
open science

**Vers une nouvelle écologie de l'action territoriale?
Apports et limites de la démarche Consult'Action
proposée par le réseau ERPS au travers de la résidence
conduite à Saint-Victor**

Georges-Henry Laffont

► **To cite this version:**

Georges-Henry Laffont. Vers une nouvelle écologie de l'action territoriale? Apports et limites de la démarche Consult'Action proposée par le réseau ERPS au travers de la résidence conduite à Saint-Victor. CIST2023 - Apprendre des territoires / Enseigner les territoires, Collège international des sciences territoriales (CIST), Nov 2023, Aubervilliers, Campus Condorcet, centre des Colloques, France. pp.415-417. hal-04426787

HAL Id: hal-04426787

<https://hal.science/hal-04426787v1>

Submitted on 30 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Vers une nouvelle écologie de l'action territoriale ? Apports et limites de la démarche Consult'Action proposée par le réseau ERPS au travers de la résidence conduite à Saint-Victor

AUTEUR

Georges-Henry LAFFONT

RÉSUMÉ

Par une analyse d'une recherche-action conduite sur la commune « rurale » de Saint-Victor (Ardèche, 07) dans le cadre des activités du réseau thématique et scientifique Espace rural et projet spatial, cette contribution, entre retour d'expérience et réflexivité, participe à la réflexion sur les apports et limites de la recherche-action comme méthode d'enquêter sur, d'apprendre avec et d'agir pour un territoire. L'analyse sera structurée autour de deux explorations. Tout d'abord, celle de la production d'une connaissance partagée avec les habitant-es du territoire. Puis, une seconde, à visée opérationnelle, venant réfléchir sur le statut du projet comme question et hypothèse permettant de mobiliser cette connaissance, de définir des enjeux partagés et de construire des actions de transformation *ad hoc*. Enfin, cette analyse sera aussi l'occasion de venir nourrir le débat sur la démarche de recherche-action elle-même et sa capacité à proposer une nouvelle écologie d'action territoriale.

MOTS CLÉS

recherche-action, connaissance partagée, projet, territoire, Saint-Victor

Towards a New Ecology of Territorial Action? The Benefits and Limitations of the Consult'Action Approach Proposed by the ERPS Network, Based on a Residency in Saint-Victor (07)

ABSTRACT

By analysing an action-research project carried out in the French "rural" commune of Saint-Victor (Ardèche department, 07) as part of the activities of the thematic and scientific network Rural Space and Spatial Project, this paper, between feedback and reflexivity, participates in the reflection on the contributions and limits of action-research as a method of investigating, learning with and acting for a territory. The analysis will be structured around two explorations. First, the production of shared knowledge with local residents. The second, with an operational focus, will reflect on the status of the project as a question and a hypothesis for mobilizing this knowledge, defining shared issues and building ad hoc transformative actions. Finally, this analysis will also provide an opportunity to fuel the debate on the action-research approach itself and its ability to propose a new ecology for territorial action.

KEYWORDS

Action-research, Shared knowledge, Project, Territory, Saint-Victor

Aujourd'hui, « une autre écologie de l'action tendant à questionner, à comprendre, à ménager, à revivifier et à ressourcer » (Younès & Göetz, 2010) s'invente lorsqu'il s'agit de transformer un territoire. Elle trouve en la recherche-action une alliée de poids. Cependant, force est de constater qu'à l'épreuve du terrain, cet enchantement du réel est une aventure incertaine pour tout acteur mobilisant la démarche de recherche-action.

Tout d'abord, traduire en pratique cette intentionnalité dans la diversité des situations n'est pas aisé, que cela soit en termes de méthode pour enquêter sur, apprendre avec et agir pour un territoire ou encore de temporalité de l'action. Ensuite, celui ou celle qui porte cette intentionnalité s'interroge en permanence sur sa place, ses objectifs ainsi que sur ceux des acteurs avec lesquels il ou elle s'engage. La recherche-action questionne non seulement la coconstruction des éléments conduisant à la transformation d'un territoire mais aussi la nature de la transformation générée dans une démarche qui explore des solutions plus qu'elle ne propose de vérités. Nous avons ainsi mis en place un « laboratoire » de nouvelles pratiques d'architecture, d'urbanisme et paysage en milieu rural, plus spécifiquement sur la commune ardéchoise de Saint-Victor (07)¹. Comment positionner cette démarche entre éducation populaire, militance associative, pédagogie alternative ? Comment clarifier la position du chercheur ou du « professionnel » de l'architecture, de l'urbanisme ou de l'aménagement dans la manière de s'impliquer et de s'engager ? Ce sont quelques-unes des interrogations qui ont accompagné cette double résidence.

¹ Consult'Action (2019-2020) – résidences proposées par le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) d'Ardèche, le réseau scientifique et thématique labélisé par le ministère de la Culture « espace rural et projet spatial » et le PNR des Monts d'Ardèche – visait à engager une démarche innovante avec quatre territoires du Massif central en situation de déprise démographique et/ou économique. Le collectif regroupe Flora Arènes (paysagiste, TICA), Claire Beauparlant (sociovidéaste, 53 ter), François Boulland (géographe & urbaniste indépendant), Marie Le Douaran (journaliste, Les Autres possibles), Jérémy Gouellou (urbaniste & architecte, TICA) et Georges-Henry Laffont (géographe & urbaniste, maître de conférences, ENSA de Saint-Étienne).

Afin d'y répondre, l'analyse proposée, autant réflexive que prospective, sera structurée en deux temps indépendants mais articulés l'un avec l'autre. Dans un premier temps, elle explorera l'enjeu de production de connaissance partagée, fondement d'une nouvelle écologie du territoire. Dans un second temps, ce sont la place et le statut du projet, dans la perspective de cette nouvelle écologie de l'action, qui seront discutés.

ÉQUIVALENCE DES INTELLIGENCES ET COPRODUCTION DE CONNAISSANCE

Notre situation actuelle invite à repenser en profondeur nos modes de construction, de transformation et d'habitation des milieux qui nous abritent et où nous habitons. Ces dynamiques de refondation s'expriment peu ou prou de la même manière sur tous les territoires : une qualité environnementale et paysagère des espaces habités ; l'ancrage de leurs aménagements en respect des traditions culturelles et régimes locaux de savoirs ; la participation des habitants et des acteurs locaux à la transformation de ces mêmes territoires. Sur ce dernier point, il est aisé d'avancer que les habitants sont de plus en plus conviés à donner leur avis, à « coconstruire » des projets d'architecture, d'urbanisme, de territoire. Toutefois, il n'est pas erroné d'avancer que les processus participatifs, malgré leur profusion, sont le plus souvent des temps et espaces d'informations et de sensibilisation, voire d'éducation, au service de la légitimation de décisions et actions politiques (Adam *et al.*, 2015). L'habitant y est généralement qualifié, et ce en miroir déformant d'usager au nom d'un enjeu technique ou de riverain au nom d'un risque juridique, tous deux liés au déploiement du projet. Sur les scènes dialogiques, le sujet habitant est alors dépossédé de tout ou partie de son habiter, et par là même de ce qu'il pourrait fonder en matière de prospective territoriale. À Saint-Victor, l'objectif de coconstruire une connaissance partagée à portée opérationnelle était primordiale et a conditionné le déroulé des différents temps et actions conduites.

La « commande » consistait à concevoir les conditions d'une redynamisation de la commune, en prise, d'après le texte de la Consult'Action, à la dévitalisation sociale et patrimoniale. Or, pour nous, l'enjeu était de révéler, avec les acteurs locaux, ce qui était à entretenir au quotidien et qui, maillant le territoire, pouvait accompagner sa transformation. Deux intentionnalités donc qui, dans le cadre de la recherche-action, ont amené à d'une part confronter les imaginaires associés à la déprise / dévitalisation, d'autre part à construire une connaissance partagée du territoire avec ses habitants afin d'esquisser des visions communes de l'évolution possible de Saint-Victor. Toutefois, lors des résidences et même en exposant notre démarche, nous restions perçus comme des experts et des sachants. Pour les uns, nous étions guidés par une volonté d'inscrire « à marche forcée » Saint-Victor dans un modèle de développement fortement contesté. Pour d'autres, nous étions là pour prêcher la non-intervention sans apporter aucune « solution ». Cependant, en favorisant la rencontre avec les autres savoirs, les deux résidences se sont avérées propices à la controverse et au dialogue mais surtout à la production d'un savoir commun. Le travail, formalisé sous la forme d'un roman-photo², restitue cette connaissance partagée où l'habitant fait son entrée dans la communauté politique autrement que par les figures modernes du sujet comme l'usager, le profane, le riverain ou encore le citoyen (Faburel, 2013).

Nous avons observé à Saint-Victor que la recherche-action permet d'accompagner la construction d'un collectif face à une volonté extérieure – chercheurs compris – d'une part et la production, par les habitants, d'une connaissance pouvant être mobilisée en tant que levier de transformation d'autre part. Cela montre que la principale transformation générée par une recherche-action est liée non seulement aux modalités de production de connaissances, à la nature de la connaissance produite, mais aussi à la manière de la mobiliser dans l'action.

VERS UNE NOUVELLE APPRÉHENSION DU PROJET DE TERRITOIRE ?

Et si le territoire, cet « agencement de ressources matérielles et symboliques capable de structurer les conditions pratiques d'un collectif social et d'informer en retour ce collectif sur sa propre identité » (Debarbieux, 2003 : 910) n'était pas une surface sur laquelle un projet est pensé et appliqué mais un actant de ce même projet et de son déploiement ? Et si, de son côté, le « projet » devenait le moment et le cadre d'une articulation entre pratiques habitantes, usages des ressources locales et transformation ? Ces deux questions, exploratoires, permettent d'aborder tout acte de transformation, qui plus est dans le cadre d'une recherche-action, en tant que dialogue entre projet – une intentionnalité – et territoire – un ensemble dynamique de relations.

Tout d'abord, le territoire questionne le projet dans sa capacité à contenir les lieux de l'énonciation de la complexité du territoire (état des lieux) simultanément à ceux où va porter la transformation (prospective). Ensuite, ce même territoire interroge le projet dans sa capacité à articuler différentes échelles de manière simultanée et imbriquée avec des outils de pensée et d'action spécifiques. Dans ce cadre, le projet, abordé en tant que question, est actif dans la production de connaissances et de leviers de transformation du territoire. Ainsi, il porte en lui-même des capacités à produire des problématiques. Sur cette base-là, le projet énonce de possibles transformations du territoire, estime leur faisabilité, puis les met en discussion. De la sorte, le projet se construit en une « possibilité » en cohérence avec les spécificités locales, possibilité qui peut être scénarisée et questionnée. Enfin, le processus de re-questionnement devient un élément clé des transformations à venir et donne au projet la capacité de construire les conditions de réversibilité de l'action.

À Saint-Victor, on a observé qu'à la faveur de la démarche de recherche-action et de la prise en compte du territoire et de celles et ceux qui l'habitent le projet changeait de nature. En quelque sorte, il devenait le lieu et le temps où se forment, continuellement, les conditions pour une transformation du territoire. Conditions de production de connaissances, de réflexivité, de possibilités de débat entre les parties prenantes, ou encore de réalisation et de redéfinition.

Le roman-photo traduit, par différentes modalités, la mise à jour des imaginaires, croyances, valeurs, pratiques, expériences, habitudes qui fondent ce territoire. Que cela soit l'engagement du maire alors en fonction, celui des agriculteurs dans l'entretien des sols et plus largement des paysages, ou encore les savoir-faire de tous ordres permettant d'entretenir des liens de proximité

2 [fr.calameo.com/books/0041201769bbde11f8271].

et de convivialité, tous révèlent une capacité transformative individuelle et collective. Ainsi, expériences personnelles et affects habitants permettent de définir de manière itérative des ressources afin de bâtir quelques visions communes de l'évolution possible de Saint-Victor.

Cette observation place le concept de territorialité au cœur de cette volonté de production partagée de connaissances ainsi que de modalités pour agir sur, avec et par un territoire. À Saint-Victor, nous avons étudié à l'œuvre cette « modalité d'action par laquelle les individus composent collectivement un bien commun et l'éprouvent, par les relations qu'ils entretiennent ensemble avec l'extériorité, dans des modes de connaissances et de valorisation de l'espace qui leur sont propres et qu'ils partagent » (Lajarge, 2012). Elle devient opérante lorsqu'il s'agit de saisir, comprendre et analyser comment, d'un côté, une personne et un groupe construisent et mobilisent des ressources et, de l'autre, ils et elles partagent des formes d'usage et de gestion collective de ces mêmes ressources. En tant que modalité d'action et de relation, la territorialité renvoie bien à la communauté qui s'éprouve dans l'interaction, les définitions et les usages communs d'un bien territorial (Carabelli & Laffont, 2022).

À ce stade de la réflexion, deux enseignements se dégagent. Tout d'abord, l'affirmation de la question politique et du positionnement éthique par rapport à toute décision de transformation. En effet, vouloir ménager un territoire conduit à porter attention à tout ce qui le compose, aux besoins, attentes et désirs, compétences et moyens de celles et ceux qui l'habitent. Ensuite avoir soin est un acte d'engagement, celui de l'abandon de la mobilisation de modèles établis tant en ce qui concerne l'enquête portée sur, par et avec un territoire qu'en termes de modalités de réponses.

Éprouvés à Saint-Victor, ces enseignements ont deux corollaires. Premièrement, la capacité à donner une place égale aux « autres » savoirs, à l'expérience ordinaire habitante et aux savoirs communautaires, car transformer un territoire ne se décrète pas « de l'extérieur » mais se construit « de l'intérieur ». Pour cela, la production d'un savoir partagé est capitale et traduit, idéalement, une égalité des intelligences. Deuxièmement, une posture qui réfute un projet « clés en main » sous le régime de méthode diagnostic-orientations-actions et qui assume l'incertitude et l'improvisation (Soubeyran, 2014). Ainsi, le projet ne consiste plus à concevoir un plan afin de maîtriser le réel mais à faire émerger des priorités d'actions, à explorer des possibilités.

Enfin, sur la recherche-action elle-même, l'expérience conduite à Saint-Victor conforte l'idée que cette démarche est un laboratoire social (Bazin, 2014) mobilisant les compétences plurielles et se donnant le temps de l'apprentissage par l'échange et le doute.

RÉFÉRENCES

- Adam M., Laffont G.-H., Seguin L., 2015, « Participation et mobilisations habitantes dans l'urbanisme durable : héritage des mouvements sociaux urbains ou évacuation du politique ? », *Développement durable et territoires*, 6(2) [doi.org/10.4000/developpementdurable.10989].
- Bazin H., 2014, *Enjeux d'un tiers-espace scientifique, éléments méthodologiques et épistémologiques en recherche-action* [recherche-action.fr/hugues-bazin/download/methodologie%20recherche-action/2014_Enjeux-dun-Tiers-Espace-scientifique.pdf].
- Carabelli R., Laffont G.-H., 2022, « Vers des communs territoriaux en Val de Loire », in S. Segapeli (dir.), *Vous avez dit espace commun ?*, Bruxelles, Peter Lang, p. 230-242.
- Debarbieux B., 2003, « Territoire », in J. Lévy & M. Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 910.
- Faburel G., 2013, « L'habitant et les savoirs de l'habiter comme impensés de la démocratie participative », *Cahiers Ramau*, n° 6, numéro thématique « L'implication des habitants dans la fabrication de la ville. Métiers et pratiques en question », V. Biau, M. Fenker & É. Macaire (dir.), p. 31-55.
- Lajarge R., 2012, *Territorialités en développement. Contributions aux sciences territoriales*, HDR, Grenoble, Université Joseph-Fourier.
- Soubeyran O., 2014, *Pensée aménagiste et improvisation : l'improvisation en jazz et l'écologisation de la pensée aménagiste*, Paris, éd. des Archives contemporaines.
- Younès C., Göetz B., 2010, « Mille milieux. Éléments pour une introduction à l'architecture des milieux », *Le portique, revue de philosophie et de sciences humaines*, n° 25 [doi.org/10.4000/leportique.2471].

L'AUTEUR

Georges-Henry Laffont

ENSASE – EVS

georges-henry.laffont@st-etienne.archi.fr